Titre

CRD Lyon, 16 mai 2018

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE
DES BARREAUX DU RESSORT
DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 16 MAI 2018

Sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER,
substituant Madame le Bâtonnier Isabelle GRANGE,

Le Conseil de Discipline —Section n°1 est ainsi composé :
Maîtres Gaëlle CERRO, Nathalie CHARNAY, Françoise DOUSSON-
BILLOUDET, Sébastien THEVENET

AVOCAT MIS EN CAUSE : Maître X , Avocat au Barreau de LYON

PROCEDURE :

Par courrier en date du 3 Octobre 2017, Madame Laurence JUNOD-
FANGET, Bâtonnière du Barreau de LYON, a saisi le Conseil de
Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon d'une
poursuite disciplinaire à l'encontre de Maître X .

Par délibération du 11 Octobre 2017, le Conseil de l'Ordre du Barreau
LYON a désigné Maître Cyrille CARMANTRAND pour procéder à
l'instruction des faits reprochés à Maître X .

Au vu des dispositions de l'article 191 du décret n°91-1197 du 27
novembre 1991 fixant à 4 mois le délai d'instruction, Maître Cyrille
CARMANTRAND devait, dans ces conditions, déposer son rapport au plus
tard le 11 Février 2018.

Maître X a été entendu le 31 Janvier 2018.

Maître Cyrille CARMANTRAND, instructeur disciplinaire, a déposé son
rapport en date du 8 Février 2018.

Maître X a été convoqué par citation d'Huissier en date du 27 Avril 2018,
pour l'audience du Mercredi 16 Mai 2018 à 14 h 00.

A l'audience du 16 Mai 2018, Maître X est présent.

Monsieur le Bâtonnier Farid HAMEL est présent en sa qualité d'organe de
poursuite.

Maître Nathalie CHARNAY est désignée secrétaire de séance.

Avant l'ouverture des débats, Monsieur le Bâtonnier Philippe
MEYSONNIER rappelle que conformément à un usage en vigueur devant
le Conseil de Discipline, usage qu'aucun texte n'autorise ni n'interdit, la
présence d'une salariée de l'Ordre, en la personne de Madame Mariège
BENTO, faisant fonction de greffière d'audience, est prévue, étant précisé
qu'elle n'est pas assermentée et qu'elle se retirera au moment du délibéré.

Maître X accepte la présence de Madame Mariège BENTO.

Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER indique que par courrier
daté du 3 Mai 2018 réceptionné le 14 Mai 2018, Maître Hervé

GUYENARD, conseil de Maître X , a sollicité un renvoi du dossier de ce
jour.

La parole est donnée à Maître X qui indique que son conseil en la personne
de Maître Hervé GUYENARD, Avocat au Barreau de LYON, est
indisponible ce jour, plaidant à la Cour d'Appel de LYON et sollicite donc
le renvoi de l'affaire.

Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER donne la parole à
Monsieur le Bâtonnier Farid HAMEL, Bâtonnier en exercice.

Monsieur le Bâtonnier Farid HAMEL est entendu et indique ne pas
s'opposer à la demande de renvoi formulée par Maître X .

La parole est donnée en dernier à Maître X .

Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER invite alors les parties à se
retirer ainsi que Madame Mariège BENTO en vue de délibérer.

Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER indique aux parties,
qu'après délibération, il est donné acte de la demande renvoi et décide que
la présente affaire serait renvoyée à l'audience du Mercredi 20 Juin 2018 à
14 h 00.

De plus compte tenu, de cette demande de renvoi et l'affaire n'étant pas en
état d'être jugée dans les huit mois de la saisine de l'instance disciplinaire
soit au 3 Juin 2018, le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la
Cour d'Appel de LYON décide de proroger ce délai dans la limite de
quatre mois, et ce conformément à l'article 195 du Décret n° 91-1197 du
27 Novembre 1991.

EN CONSEQUENCE ET APRES EN AVOIR DELIBERE
CONFORMEMENT A LA LOI, LE CONSEIL REGIONAL DE
DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL
DE LYON :

Vu l'article 195 du Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991,

Ordonne le renvoi contradictoire de cette affaire à l'audience du Mercredi
20 Juin 2018 à 14 h 00 devant la Section n° 1 du Conseil de Discipline des
Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon,

Dit que la présente décision vaut citation à comparaître pour la prochaine
audience.

Ordonne, en application de l'article 195 du Décret n°91-1197 du 27
novembre 1991, la prorogation du délai pour statuer dans la limite de 4
mois puisque l'affaire n'est pas en état d'être jugée du fait de la demande de
renvoi formulée de Maître X et acceptée, et de la date de renvoi postérieure
aux huit mois de la saisine,

Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER
Substituant Madame le Bâtonnier Isabelle GRANGE
Président

Le secrétaire
Nathalie CHARNAY

Décision notifiée à Maître X , à Madame la Procure ure Générale et à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de LYON conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991,

Il est rappelé à Maître X , à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de LYON

ainsi qu'à Madame la Procureure Générale que, conformément aux dispositions des articles 16 et 197 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991, ils peuvent former un recours devant la Cour d'Appel de LYON contre la présente décision par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Greffe de la Cour dans le délai d'un mois à compter de la notification de ladite décision.